



**ARRETE REGLEMENTANT LA
CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
AVENUE DE PARIS DU 16 AU 24 AOUT
2023**

2023-063

Le Maire de la commune de Boissy Sous Saint Yon,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1, du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu les arrêtés formant le règlement de police de la Commune,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation des véhicules avenue de Paris pour des travaux réalisés par la Régie exploitation de l'UT Sud – Etampes (sens Province > Paris entre le Pr 23 + 00 > 21 + 500) pour la pose d'écrans anti-éblouissement sur terre-plein central, du 16 au 24 aout 2023.

ARRÊTE

Article 1 – La circulation sur les 2 voies de l'avenue de Paris – RN20 (sens Province > Paris entre le Pr 23 + 00 > 21 + 500) sera interdite ponctuellement à l'avancement des travaux, avec signalisation manuelle du 16 au 24 aout 2023 entre 08h30 et 16h30, sauf aux véhicules de secours.

Article 2 – Le stationnement sera interdit au droit du chantier pur tous véhicules motorisés, sous peine d'enlèvement, sauf aux véhicules de secours, du 16 au 24 aout 2023.

Article 3 – Les panneaux de signalisation et/ou barrières nécessaires seront mis en place par le pétitionnaire pour permettre l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Article 4 – En cas de dégradations du domaine public (chaussée et/ou trottoir), la remise en état sera à la charge de l'intéressé. Il est demandé à l'entreprise de laisser un libre accès sécurisé à la circulation avec éventuellement la pose d'éléments de franchissement lorsque la chaussée doit rester ouverte avec mise en place d'une signalisation adéquate.

Article 5 – A son départ, le pétitionnaire devra remettre les lieux en bon état de circulation. Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer le revêtement dans un délai maximum de 10 jours après l'achèvement des travaux. Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

Article 6 – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents.

Article 7 – Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Breuillet et la Police Municipale Intercommunale « Entre Juine et Renarde » sont chargés en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à l'entreprise concernée ainsi qu'au Directeur des Services Techniques Communaux.

Article 8 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa réception. Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours gracieux auprès du représentant de la commune dans les mêmes délais.

Fait à Boissy sous saint Yon, le 13 juillet 2023



Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} adjoint au Maire,
Jean-Marc PICHON